



Rexecode

TRÉSORERIE, INVESTISSEMENT ET CROISSANCE DES PME

Baromètre trimestriel

Novembre 2018

Principaux résultats

Trésorerie

La situation de trésorerie des PME est jugée en légère dégradation depuis la rentrée, en cohérence avec le message porté par le Baromètre du précédent trimestre, les chefs d'entreprise anticipant à cette époque une détérioration de leur trésorerie. Cette tendance devrait perdurer dans les prochains mois si les anticipations venaient une nouvelle fois à se confirmer. En outre, l'allongement des délais de paiement des clients, alors même que ceux accordés aux fournisseurs se réduisent, constitue un facteur de risque pour les PME.

Investis- -sément

56 % des chefs d'entreprise ont investi ou pensent investir en 2018, soit une proportion moindre qu'en fin d'année dernière (pour 2017). Si les chefs d'entreprise anticipant une hausse de leurs dépenses d'investissement restent plus nombreux que ceux prévoyant une baisse, l'écart s'amointrit, laissant attendre un ralentissement de l'investissement des entreprises par rapport à 2017. Les besoins de renouvellement et/ou de modernisation des équipements constituent le principal motif de ces dépenses, bien avant l'extension des capacités de production ou l'introduction de nouveaux produits ou procédés.

Accès au crédit

La part des PME déclarant avoir recours aux concours bancaires pour financer leur exploitation courante ou leurs investissements est globalement stable sur l'année, et **les conditions d'accès au crédit restent aisées.**

Freins à la croissance

Les difficultés de recrutement restent perçues comme le principal frein à l'activité des PME, même si l'indicateur est en repli (53 % des PME contre 56 % au 3^e trimestre). Si la concurrence apparaît comme le 2^e frein (43 %), la dégradation des perspectives de demande constitue un obstacle de plus en plus cité par les entreprises (28 %). Sans constituer un frein majeur, les coûts et prix jugés trop élevés pèsent de plus en plus (+5 pts, à 22 %).

SOMMAIRE

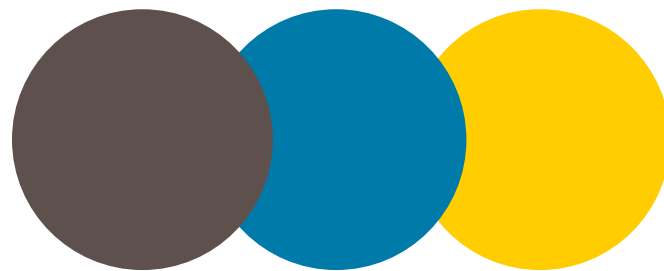
01. Résultats de l'enquête

02. Méthodologie

03. Bpifrance Le Lab, Rexecode

01.

Résultats de l'enquête

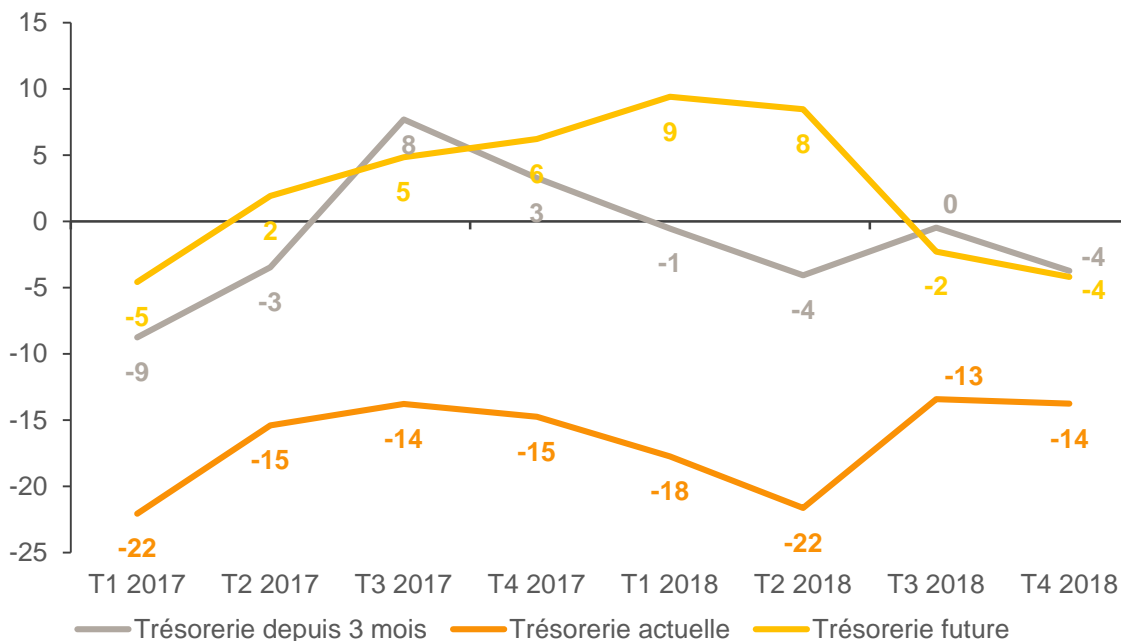


Trésorerie



- Estimez-vous que depuis 3 mois votre situation de trésorerie est... ? en amélioration / stable / en dégradation
- Jugez-vous votre situation de trésorerie actuelle... ? aisée / normale / difficile
- Dans les trois prochains mois, estimez-vous que votre trésorerie sera... ? en amélioration / stable / en dégradation

Solde d'opinion (%)



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Au cours des 3 derniers mois, les trésoreries se sont légèrement dégradées, après une amélioration ponctuelle au cours du trimestre précédent. L'indicateur perd 4 points entre le 3^e et le 4^e trimestre, et 3 points depuis le début de l'année.

En cohérence avec cette dégradation, l'indicateur de la trésorerie actuelle se détériore légèrement, perdant 1 point depuis le 3^e trimestre. Il avait alors atteint son meilleur niveau depuis la création du Baromètre.

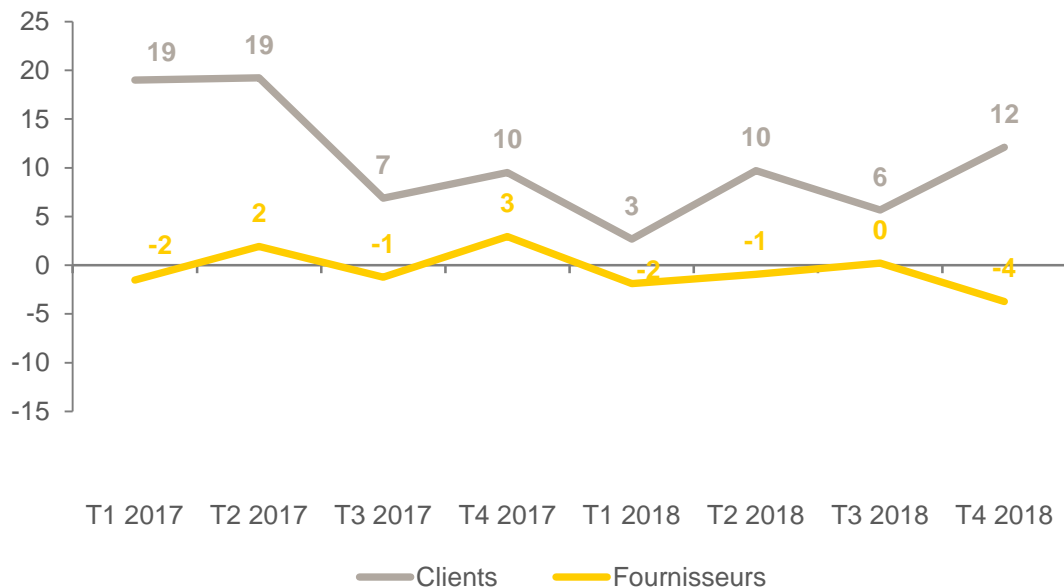
Les perspectives à court terme sont également un peu moins bien orientées (repli de 2 points du solde d'opinion, à -4), après la nette baisse observée au 3^e trimestre (-10 points).

Délais de paiement



- Les délais de paiement de vos clients sont-ils... ?
- Vos délais de paiement vis-à-vis de vos fournisseurs sont-ils... ?
en augmentation / stables / en recul

Solde d'opinion (%)



Note de lecture : Le solde d'opinion correspond à la différence entre les délais de paiement déclarés en augmentation et ceux déclarés en recul.

Base : Ensemble des répondants

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Au 4^e trimestre, les délais de paiement des clients se sont allongés par rapport au 3^e trimestre, retrouvant un niveau proche de celui constaté il y a un an. Sur ces périodes, l'indicateur a augmenté de respectivement 6 et 2 points, atteignant +12, soit un niveau encore bien inférieur à celui observé à la création du Baromètre début 2017.

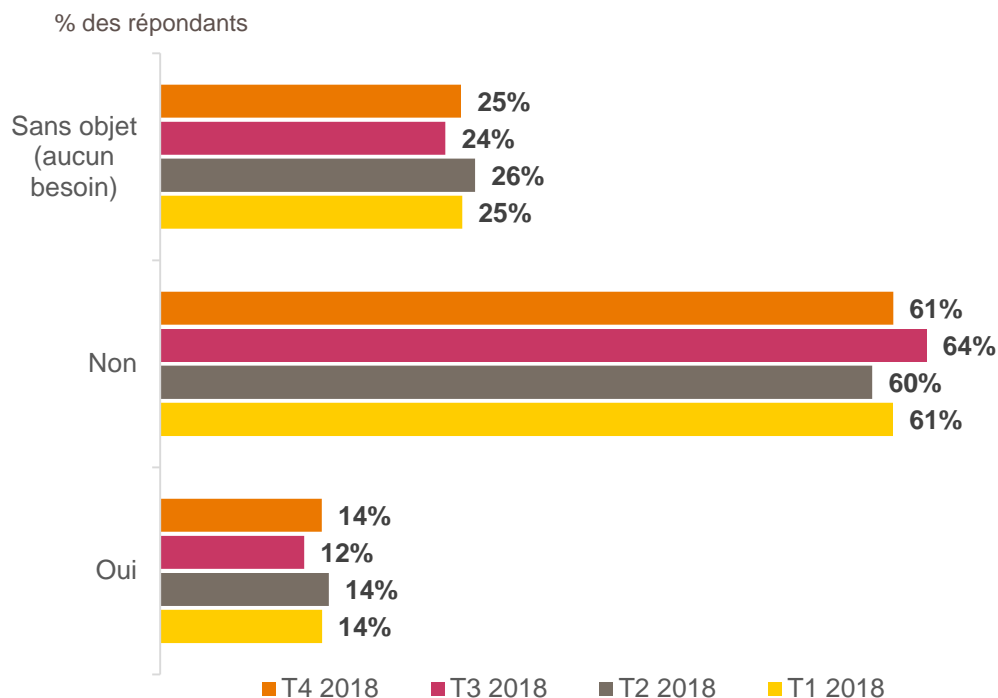
L'indicateur relatif aux délais fournisseurs est en revanche en repli sur la période récente (-4 points entre le 3^e et le 4^e trimestre 2018, à -4), signalant des délais de paiement moindres vis-à-vis des fournisseurs. Le niveau atteint est le plus faible depuis le début du Baromètre.

Ces deux mouvements se combinent pour peser sur la trésorerie des PME.

Financement de l'exploitation courante



- Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de votre exploitation courante ?



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

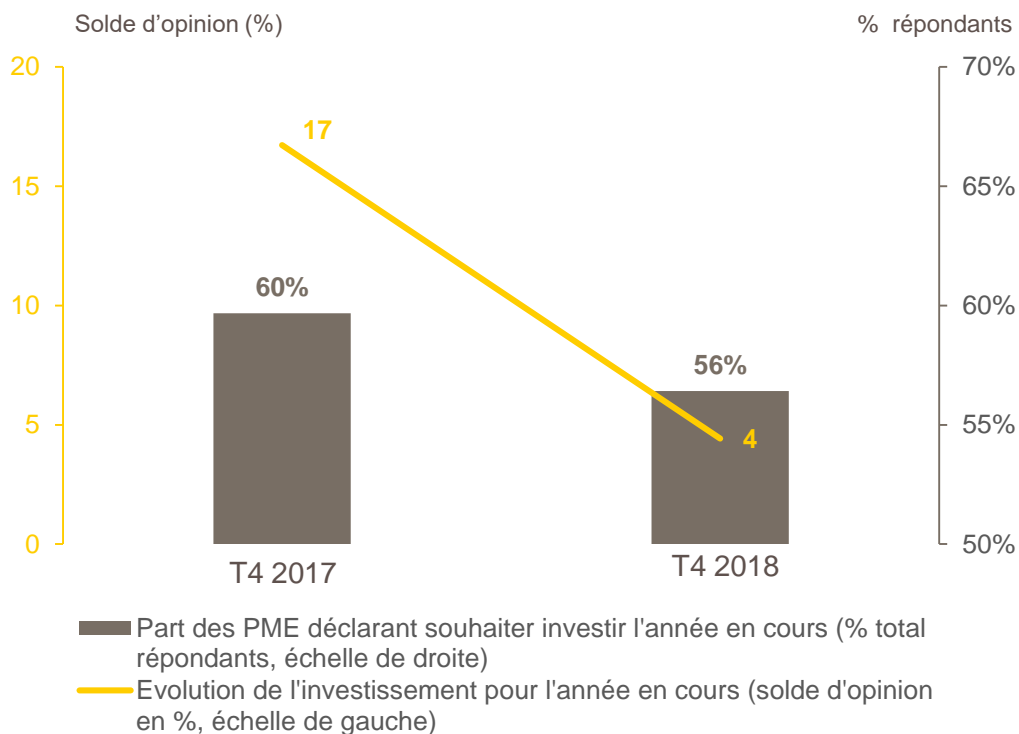
Sur l'ensemble de l'année 2018, les PME ont peu modifié leur recours au crédit de court terme : 75% d'entre elles ont fait appel aux organismes de crédit pour financer leur exploitation courante, soit un niveau identique à celui observé en début d'année.

Seules 14 % des entreprises ont rencontré des difficultés d'accès au financement. Cette proportion est toujours très faible mais elle est en légère hausse par rapport au trimestre précédent (+2 points), et retrouve le niveau du 1^{er} trimestre 2018.

Investissement (1/2)



- Cette année, estimez-vous que vos investissements sont ou seront...? En hausse / Stables / En baisse
- Comptez-vous investir cette année ? Oui / Non



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Au 4^e trimestre 2018, 56 % des chefs d'entreprise déclarent avoir investi en 2018 ou pensent le faire d'ici la fin de l'année. Cette proportion est en baisse par rapport au résultat obtenu au 4^e trimestre 2017 (pour l'année 2017).

L'évolution anticipée des dépenses est toujours estimée en hausse mais dans une moindre mesure que l'année passée, l'indicateur reculant de 13 points (+4 après +17).

Ces observations laissent attendre un ralentissement des investissements en 2018 par rapport à 2017, en cohérence avec la dernière prévision de l'Insee (croissance de l'investissement de +3,6 % en 2018 après +4,4 %)*.

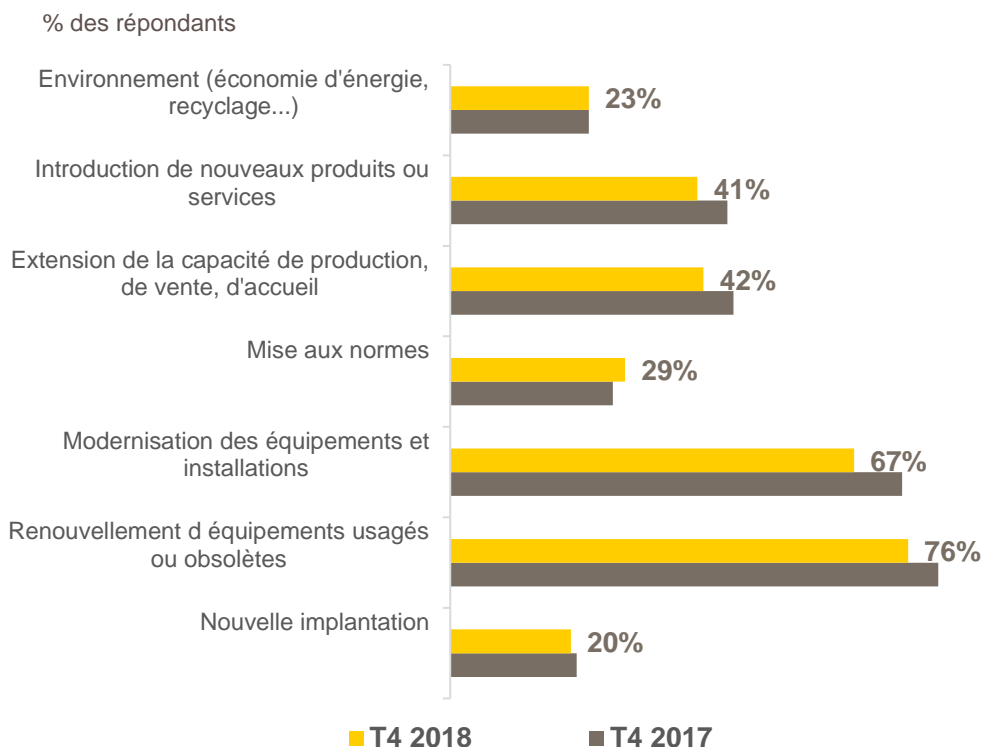
↳ L'investissement des PME reste plutôt bien orienté dans un contexte de taux d'utilisation des capacités élevé, qui occasionne des difficultés d'offre accrues dans la plupart des secteurs. Il s'affiche toutefois en ralentissement, en cohérence avec une moindre confiance des chefs d'entreprises.

01. Résultats de l'enquête

Investissement (2/2)



- Si vous avez investi ou comptez le faire cette année, pour quelle(s) destination(s) ?



Base : Répondants déclarant investir en 2018

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les dépenses d'investissement restent essentiellement destinées au renouvellement et/ou à la modernisation des équipements et installations, (respectivement cités par 76 % et 67 % des PME déclarant investir).

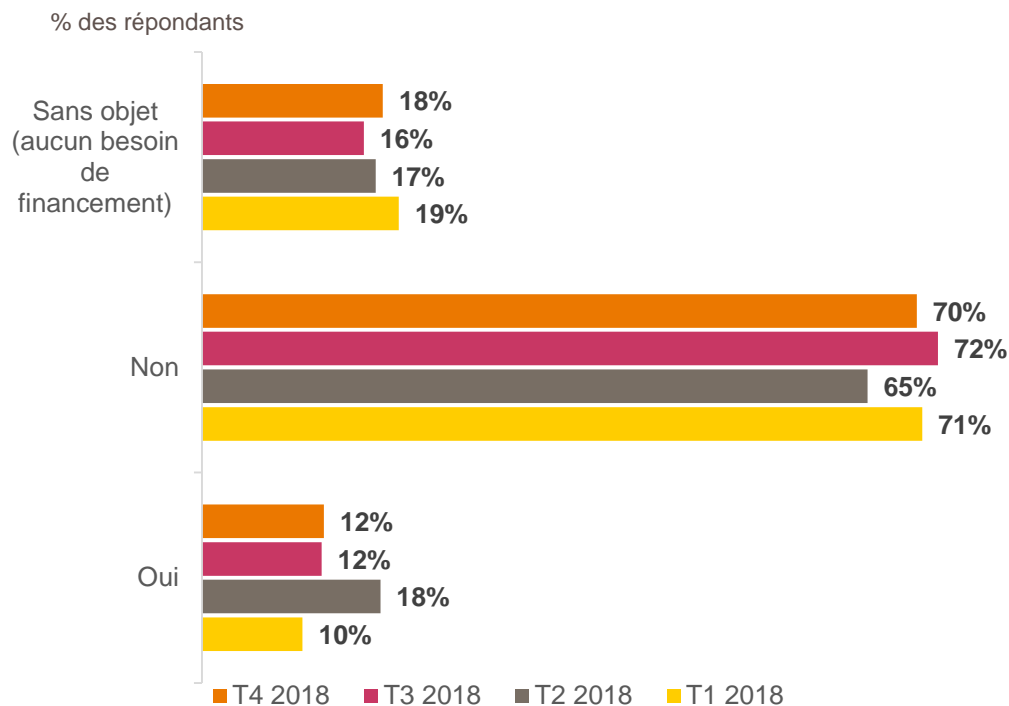
L'extension de la capacité de production et l'introduction de nouveaux produits ou services, de vente ou d'accueil représentent une part importante des budgets d'investissement (respectivement 42 % et 41 %).

Si, sur un an, les montants alloués aux investissements sont plutôt en diminution pour la majorité des destinations, ceux consacrés à la mise aux normes tirent leur épingle du jeu (+2 points) et ceux consacrés à l'environnement sont stables.

Financement des investissements



- Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de ces investissements ?



Base : Répondants déclarant investir en 2018

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

82 % des PME ayant l'intention d'investir au cours de l'année ou l'ayant déjà fait ont eu recours au crédit pour financer leurs investissements, soit une proportion un peu moindre qu'au trimestre précédent. Cette proportion n'a que peu varié depuis début 2018.

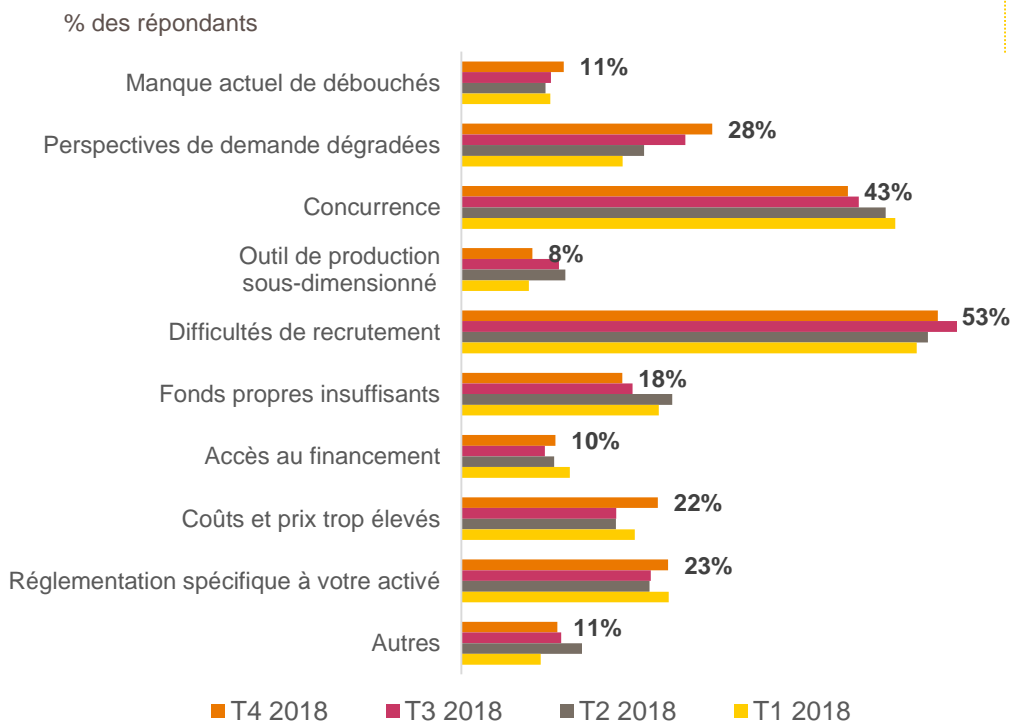
Seules 12 % des entreprises signalent des difficultés pour financer leurs investissements. Cette proportion est identique à celle observée au 3^e trimestre 2018, et en très légère hausse par rapport au début d'année.

De même que pour le financement de l'exploitation courante, l'enquête confirme une facilité globale d'accès au crédit d'investissement pour les PME, dans un contexte où les taux d'intérêt restent bas.

Freins à la croissance



- Quels sont selon vous les trois principaux freins à la bonne marche de votre entreprise et au développement de votre activité ?



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les difficultés de recrutement demeurent de loin le principal frein à la croissance. Elles sont citées par 53 % des PME interrogées. L'importance accordée à ce frein s'est toutefois un peu atténuée par rapport au trimestre précédent (-3 points). Elle demeure supérieure au niveau observé en début d'année (51 %). Elles figurent parmi les trois contraintes les plus citées depuis le début du baromètre et sont en 1^{ère} position pour la 6^e édition consécutive.

La concurrence reste également un frein important mais est de moins en moins citée par les entreprises : 43 % après 44 % au 3^e trimestre et 48 % en début d'année.

Vient ensuite la dégradation des perspectives de demande. Celles-ci sont un obstacle de plus en plus souvent cité par les entreprises (28 % contre 18 % au 1^{er} trimestre 2018).

La réglementation spécifique à leur activité (23 %) est également bien représentée dans le classement, sans toutefois constituer un obstacle majeur, de même que les coûts et prix trop élevés. Ces derniers connaissent néanmoins un rebond ce trimestre (+5 points, à 22 %).

Parmi les autres freins, plus marginaux, la réglementation, les lourdeurs administratives et le manque de lisibilité de l'environnement fiscal et juridique sont cités plusieurs fois.

02.

Méthodologie



Interrogation par voie numérique du 7 au 18 novembre 2018. L'analyse porte sur les 429 premières réponses jugées complètes et fiables reçues.

Champ : PME des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires.

Le questionnaire comporte **10 questions autour de trois axes**

Trésorerie, délais de paiement,
financement court terme

Investissement, financement
de l'investissement

Freins
à la croissance

Définitions

Les indicateurs ou soldes d'opinion correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

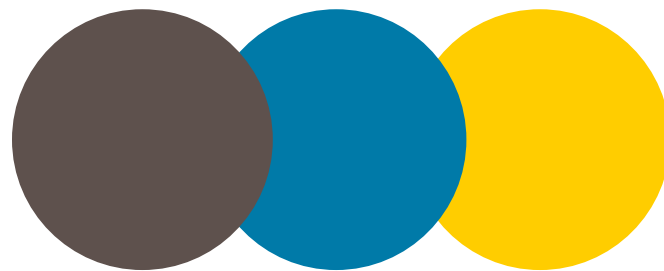
Indicateur en évolution = [(x « en hausse ») – (y % « en baisse »)] X 100

Indicateur en niveau = [(x % « bon / aisé ») – (y % « mauvais / difficile »)] X 100

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

03.

**Au sujet de...
Bpifrance Le Lab et
Rexecode**





Rexecode

Bpifrance Le Lab est un laboratoire d'idées lancé en mars 2014 pour « faire le pont » entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise.

Bpifrance Le Lab est un agitateur d'idées pour Bpifrance et les dirigeants d'entreprises, de la startup à l'ETI.

Bpifrance Le Lab décrypte les déterminants de la croissance et éclaire les chefs d'entreprises dans un monde de ruptures à la fois économiques, sociétales et environnementales, avec deux finalités :

- participer à l'amélioration des pratiques de financement et d'accompagnement de Bpifrance ;
- stimuler la réflexion stratégique des dirigeants et favoriser la croissance de leur entreprise.

Bpifrance Le Lab s'est doté de sa propre gouvernance, avec un conseil d'orientation composé de personnalités interdisciplinaires et présidé par Nicolas Dufourcq, Directeur général de Bpifrance.

[Bpifrance Le Lab](#)

Rexecode : l'analyse économique au service des entreprises et du débat de politique économique

Fondé en 1957, Rexecode est le premier centre de recherche macroéconomique français proche des entreprises.

Son financement est assuré par ses 70 adhérents ou clients (entreprises, institutions financières, organisations professionnelles...) issus de secteurs et domaines variés, garantissant l'indépendance des analyses de Rexecode.

L'équipe de Rexecode assure une double mission :

- Elle accompagne les entreprises dans la compréhension de leur environnement économique par la veille conjoncturelle et les prévisions macroéconomiques mondiales.
- Elle participe activement au débat de politique économique en France, notamment sur les moyens de renforcer la croissance et la compétitivité du système productif.

[Rexecode](#)